



Newsletter 4Q2023

Cette newsletter a été conçue à titre informatif et indicatif. Elle n'a pas un caractère exhaustif. La responsabilité du Cabinet AFINCO membre de NEXIA INTERNATIONAL n'est en aucun cas engagée en cas d'un éventuel conflit entre les dispositions prévues par la législation en vigueur et celles figurant dans la présente fiche. Certaines dispositions viendraient à être explicitées par des décrets, arrêtés ou notes communes de l'Administration fiscale.

Notre Cabinet demeure à votre disposition pour tout éventuel complément d'informations.

Questa newsletter è stata preparata a titolo informativo ed indicativo. Non ha un carattere esaustivo. Lo Studio AFINCO membro di NEXIA INTERNATIONAL non è, in nessun caso, responsabile in caso di eventuale conflitto fra le disposizioni previste dalla legislazione in vigore e quelle contenute nella presente nota. Alcune disposizioni saranno spiegate attraverso decreti o note comuni dell'Amministrazione fiscale.

Il nostro Studio rimane a vostra completa disposizione per eventuali informazioni supplementari.

This newsletter has been prepared solely for information goal. The responsibility of the Firm AFINCO member of NEXIA INTERNATIONAL cannot be engaged in case of conflict between information mentioned in the present note and the one in the law text. Besides, other clarifications will be given by decree and external notes of the tax authorities.

Our firm is entirely at your service for any eventual clarification.

SOMMAIRE

Editorial	3
A- Projet de loi de finances 2024.....	6
B- Nouvelles lois	16
C- Infos utiles & rappels.....	17
D- Difficultés pratiques	20
E- Récemment en Tunisie.....	22

SOMMARIO

Editoriale.....	4
A- Progetto legge finanziaria 2024.....	6
B- Nuove leggi	16
C- Promemoria & info utili	17
D- Difficoltà pratiche	20
E- Recentemente in Tunisia.....	22

SUMMARY

Editorial.....	5
A- Draft of Finance Act 2024.....	6
B- New Laws.....	16
C- Useful news & reminders.....	17
D- Practical issues.....	20
E- Recently in Tunisia.....	22



La Commission de conciliation pénale continue à faire parler d'elle. Au-delà des contestations juridiques qu'elle a provoquées, notamment en ce qui concerne l'absence d'application des délais de prescription pénale et la non-application du principe universel de ne pas rejouer une affaire jugée de façon définitive, telle Commission n'a, à ce jour, pas atteint les objectifs initialement déclarés (soit 13.000 MDT, montant déduit du rapport sur la corruption de l'époque avant Révolution rédigé par feu Abdelfattah Amor de 2011 :

https://www.iwatch.tn/ar/uploads/Rapport_fran%C3%A7ais_optimis%C3%A9.pdf

Les dernières semaines ont observé l'arrestation préventive d'un nombre record d'investisseurs et chefs d'entreprises, sinon de l'application à leur égard d'une décision d'interdiction de voyage. Est-ce une vraie opération « Mani pulite » que la Justice classique n'a pu réaliser ou une pression pour rentabiliser les caisses de l'Etat ?

Aussi, il a été observé depuis la promulgation en 2022 du Contrôle fiscal ponctuel, son application à grande échelle, notamment vis-à-vis des sociétés exportatrices. Tel type de contrôle, étant donné les courts délais qui s'appliquent, crée un grand stress pour réunir les documents et informations en peu de temps, notamment lorsque ça concerne une année pas récente.

Sinon, et concernant le projet de loi de finances 2024, il nous laisse encore une fois à notre faim. S'il donne d'une main des avantages fiscaux aux néo investisseurs (4 ans d'exonération), il en a repris de l'autre main en créant ou réhaussant des redevances sur bénéficiaires ou chiffre d'affaires.

Ainsi, aucune réforme radicale reposant sur le digital ou l'IA n'a vu le jour. Au contraire, la société qui utilise la télédéclaration se voit pénalisée en voyant son délai de déclaration mensuelle réduit au 20 du mois suivant (au lieu du 28). On compte sur la perspicacité des députés pour faire tomber telle ineptie.

Et à défaut de cibler les bénéficiaires des aides en substitution de la subvention des produits alimentaires essentiels à travers la mise en place de l'identifiant unique (projet initié par le Gouvernement Elyes Fakhfakh en 2020), l'Etat taxe encore plus le chiffre d'affaires des hôtels, des fabricants de boissons et fromage, des cafés et restaurants et autres établissements de consommation. Ainsi, l'Etat puise dans les poches des consommateurs en aggravant l'inflation pour financer le gouffre de la subvention publique, boulet traîné depuis les années 70 et qu'aucun Gouvernement n'a osé réformer depuis.

Aussi, une amnistie des taxes municipales (Taxes sur les immeubles bâtis – TIB et non bâtis TINB) dénote encore une fois d'un sentiment d'injustice. Ainsi le citoyen en règle se trouve en porte à faux face aux mauvais payeurs. Est-ce un hasard que les élections présidentielles pointent en 2024 ? Nous l'avons déjà proposé, seule une collecte de la TIB sur la facture d'électricité (à l'instar de ce qui se fait pour les Zones industrielles) peut rendre un recouvrement optimal à 100% et permettre aux municipalités d'être à la hauteur des attentes des citoyens.

A ce propos, il n'est pas à exclure qu'au dernier moment, la Loi de finances 2024 votée inclue également une amnistie fiscale. Tel a été toujours le cas afin d'éviter de voir les contribuables se soustraire à leur devoir fiscal dès la publication du projet de loi.

Un point positif toutefois à signaler, à savoir l'allègement et plafonnement des pénalités de retard et amendes fiscales, qui relativise le point négatif de celui qui les supporte et qui se voit parfois contraint de payer des pénalités et amendes dépassant le principal de l'impôt.

Sinon, du point de vue politique, et quelques semaines après la désignation d'un nouveau Chef de Gouvernement, ex Directeur des ressources humaines à la Banque Centrale de Tunisie. Ce n'est pas surprenant puisque le premier décret Présidentiel dont il a la charge d'exécuter vise à auditer les recrutements dans la fonction publique durant la dernière décennie et détecter les faux diplômes. Est-ce une vendetta sur le parti Ennahdha qui a permis des milliers de recrutements, parmi ses partisans ?

Domage de ressasser le passé, il serait plus judicieux de bâtir le futur en réformant notamment le Code des changes (promis depuis Mai 2022 par le Gouverneur de la BCT). Entre temps, les millions d'Euro et de Dollars s'échangent quotidiennement et paisiblement à Ben Guerdane au Sud, tandis qu'un voyageur à l'Aéroport de Tunis-Carthage peut se voir rater son avion et se voir blacklister sur le système douanier à cause de 200 misérables Euros non déclarés. Jusqu'à quand ce « 2 poids 2 mesures » ?

19.10.2023

Mourad Abdelmoula
Expert-comptable



La Commissione di conciliazione penale continua a fare notizia. Oltre alle sfide legali che ha suscitato, in particolare per quanto riguarda la non applicazione della prescrizione penale e la non applicazione del principio universale di non riproporre un caso che è stato definitivamente giudicato, la Commissione non ha finora raggiunto gli obiettivi inizialmente dichiarati (cioè 13.000 MDT, l'importo dedotto dal rapporto sulla corruzione nell'era pre-rivoluzionaria scritto dal defunto Abdelfattah Amor nel 2011 su questo link:

https://www.iwatch.tn/ar/uploads/Rapport_fran%C3%A7ais_optimis%C3%A9.pdf

Nelle ultime settimane si è assistito all'arresto preventivo di un numero record di investitori e amministratori di società, o addirittura all'applicazione di un divieto di viaggio nei loro confronti. Si tratta di una vera e propria operazione "Mani pulite" che il sistema giudiziario tradizionale non è stato in grado di portare a termine, oppure si tratta di pressioni per far fruttare maggiormente le casse dello Stato ?

Dall'entrata in vigore della verifica fiscale una tantum nel 2022, si è anche osservato che viene applicata su larga scala, in particolare nei confronti delle aziende esportatrici. Date le scadenze ravvicinate, questo tipo di controllo crea un forte stress quando si tratta di raccogliere documenti e informazioni in tempo, soprattutto quando si tratta di un anno non recente.

Per il resto, per quanto riguarda la legge finanziaria 2024, ancora una volta ci lascia a desiderare. Se da un lato concede agevolazioni fiscali ai nuovi investitori con una mano (esenzione di 4 anni), dall'altro le toglie creando o aumentando contributi e royalties sui profitti o sul fatturato.

Di conseguenza, non ci sono state riforme radicali basate sulla tecnologia digitale o sull'IA. Al contrario, le aziende che utilizzano il remote filing sono penalizzate dalla riduzione della scadenza mensile al 20 del mese successivo (anziché al 28). Contiamo sulla perspicacia dei parlamentari per ribaltare questa assurdità.

E se non riuscirà a indirizzare i beneficiari degli aiuti per sostituire i sussidi sui prodotti alimentari essenziali attraverso l'introduzione dell'identificatore unico (progetto avviato dal governo di Elyes Fakhfakh nel 2020), lo Stato tasserà ancora di più il fatturato di alberghi, produttori di bevande e formaggi, caffè e ristoranti e altri esercizi di consumo. In questo modo, lo Stato attinge alle tasche dei consumatori, aggravando l'inflazione per finanziare la voragine dei sussidi pubblici, un macigno che si trascina dagli anni '70 e che nessun governo ha più osato riformare.

Inoltre, un condono per le tasse comunali (tasse sugli edifici costruiti - TIB e sugli edifici non costruiti - TINB) riflette ancora una volta un sentimento di ingiustizia. Di conseguenza, i cittadini in regola si trovano in contrasto con i cattivi pagatori. È una coincidenza che le elezioni presidenziali siano previste per il 2024? Come abbiamo già suggerito, solo riscuotendo il TIB sulle bollette dell'elettricità (come si fa per le aree industriali) sarà possibile raggiungere il 100% di riscossione operativa e consentire ai Comuni di essere all'altezza delle aspettative dei cittadini.

A questo proposito, non si può escludere che, all'ultimo minuto, la legge finanziaria 2024 includa anche un condono fiscale. È sempre stato così, per evitare che i contribuenti si sottraggano alle loro responsabilità fiscali non appena la legge viene pubblicata.

C'è però un aspetto positivo : la riduzione e il tetto massimo delle sanzioni per i ritardi di pagamento e delle multe fiscali, che mette in prospettiva l'aspetto negativo del contribuente, costretto a volte a pagare sanzioni e multe che superano l'importo principale dell'imposta.

Altrimenti, da un punto di vista politico, e a poche settimane dalla nomina del nuovo capo del governo, l'ex direttore delle risorse umane della Banca centrale della Tunisia. Non c'è da stupirsi, visto che il primo decreto presidenziale che è incaricato di attuare mira a verificare le assunzioni nella pubblica amministrazione dell'ultimo decennio e a individuare i diplomi falsi. Si tratta di una vendetta contro il partito Ennahdha, che ha permesso l'assunzione di migliaia di persone, soprattutto tra i suoi sostenitori ?

È un peccato soffermarsi sul passato : sarebbe più saggio costruire per il futuro riformando il Codice dei cambi (promesso dal maggio 2022 dal governatore della Bct). Nel frattempo, milioni di euro e di dollari vengono scambiati tranquillamente ogni giorno a Ben Guerdane (nel sud), mentre un viaggiatore all'aeroporto di Tunisi-Cartagine può perdere l'aereo e vedersi blacklisted sullo sistema doganale a causa di miseri 200 Euro non dichiarati. Quanto durerà questo doppio standard ?

19.10.2023

Mourad Abdelmoula

Dott. Commercialista



The Criminal Conciliation Commission continues to make headlines. Beyond the legal challenges it has provoked, notably concerning the non-application of criminal statutes of limitation and the non-application of the universal principle of not retrying a case that has been definitively judged, such a Commission has, to date, not achieved its initially declared objectives (i.e. TND 13,000M, the amount deducted from the 2011 report on pre-revolutionary corruption written by the late Abdelfattah Amor:

https://www.iwatch.tn/ar/uploads/Rapport_fran%C3%A7ais_optimis%C3%A9.pdf

Recent weeks have seen the preventive arrest of a record number of investors and business leaders, if not the enforcement of travel bans against them. Is this a real "Mani pulite" (famous Italian anti-corruption action) operation that the traditional justice system has been unable to carry out, or just pressure to make the state coffers more profitable?

Since the enactment in 2022 of spot tax inspections, we've also seen them applied on a large scale, particularly to exporting companies. Given the short deadlines that apply, this type of control creates a great deal of stress in gathering documents and information in a short space of time, especially when it concerns a year that is not recent.

Otherwise, and with regard to the 2024 Finance Act, it once again leaves us wanting more. While it gives tax breaks to new investors with one hand (a 4-year exemption), it takes them away with the other hand by creating or raising royalties on profits or chiffre d'affaires.

As a result, no radical reforms based on digital technology or AI have been introduced. On the contrary, companies that use remote filing are penalized by having their monthly reporting deadline reduced to the 20th of the following month (instead of the 28th). We're counting on the shrewdness of our deputies to get rid of this nonsense.

And failing to target the beneficiaries of subsidies in place of essential food products through the introduction of the unique identifier (a project initiated by the Elyes Fakhfakh government in 2020), the State is taxing even more the sales of hotels, beverage and cheese manufacturers, cafés and restaurants and other consumer establishments. In this way, the State is dipping into consumers' pockets, aggravating inflation to finance the abyss of public subsidies, a ball and chain that has been dragged since the 1970s and which no government has dared to reform since.

Also, an amnesty for municipal taxes (taxes on built-up buildings - TIB and unbuilt buildings - TINB) once again reflects a sense of injustice. As a result, law-abiding citizens find themselves at odds with bad payers. Is it any coincidence that the presidential elections are scheduled for 2024? As we have already suggested, only by collecting the TIB on the electricity bill (as is done for industrial zones) can we achieve 100% optimal collection and enable municipalities to meet citizens' expectations.

In this respect, it cannot be ruled out that, at the last minute, the Finance Act 2024 will also include a tax amnesty. This has always been the case, to avoid taxpayers shirking their tax responsibilities as soon as the bill was published.

However, there is one positive point to note: the reduction and capping of late payment penalties and tax fines, which relativizes the negative point of those who bear them and are sometimes forced to pay penalties and fines in excess of the tax principal.

Otherwise, from a political point of view, and a few weeks after the appointment of a new Head of Government, former Director of Human Resources at the Central Bank of Tunisia. This is hardly surprising, given that the first Presidential decree he was charged with executing was aimed at auditing civil service recruitment over the last decade and detecting false diplomas. Is this a vendetta against the Ennahdha party, which has allowed thousands of recruitments among its supporters?

It's a pity to dwell on the past; it would be wiser to build for the future, notably by reforming the Foreign Exchange Code (promised since May 2022 by the Governor of the BCT). In the meantime, millions of Euros and Dollars are exchanged daily and peacefully at Ben Guerdane in the South, while a traveller at Tunis-Carthage Airport may miss his plane and be blacklisted on the Custom system because of 200 miserable undeclared Euros. How long will this double standard last?

Oct. 19th, 2023

Mourad Abdelmoula
Chartered Accountant

A-Projet de Loi de finances 2024

⇒ Mesures touchant les Entreprises de droit commun

- **Exonération de l'impôt sur les sociétés** et de l'impôt sur le revenu durant les 4 premières années pour les **nouvelles créations d'entreprises**.

La 1^e année d'exonération à compter de la date d'entrée en activité jusqu'au 31.12.

La période d'exonération est cumulable avec l'exonération d'IR ou d'IS dans le cadre du régime d'investissement dans les Zones de développement régional.

- **Conditions :**

-Obtention de la déclaration d'investissement APII et constitution avant le 31.12.2025.

-Entrée en activité dans les 2 ans de la date de déclaration APII.

- **Activités exclues :** activités financières, énergie (hors renouvelables), mines, promotion immobilière, consommation sur place, commerce, opérateurs télécom.

- **Opérations exclues :** cession ou transmission, cessation, changement de forme juridique.

- **Personnes exclues :** entrepreneur ou associé qui était employé, associé ou gérant d'une société ayant la même activité (à l'exception de ceux ayant la qualité de stagiaire en tant qu'avocat, expert comptable et comptable agréé).

NB : il est curieux d'exclure le salarié ou le gérant du droit de devenir investisseur !

A- Progetto Legge finanziaria 2024

⇒ Misure relative alle Aziende di diritto comune

- **Esenzione dall'imposta sulle società** e dall'imposta sul reddito per i primi 4 anni per le nuove imprese.

• Il primo anno di esenzione decorre dalla data di inizio dell'attività fino al 31.12.

• Il periodo di esenzione può essere combinato con l'esenzione dall'imposta sul reddito o dall'imposta sulle società nell'ambito del regime di investimento delle zone di sviluppo regionale.

- **Condizioni :**

-Ottenere la dichiarazione di investimento APII e la costituzione prima del 31.12.2025.

-Avvio entro 2 anni dalla data della dichiarazione APII.

- **Attività escluse:** attività finanziarie, energia (escluse le energie rinnovabili), estrazione mineraria, sviluppo immobiliare, consumo locale, commercio, operatori di telecomunicazioni.

- **Operazioni escluse:** vendita o trasferimento, cessazione, cambiamento di forma giuridica.

- **Soggetti esclusi:** imprenditore o socio che sia stato dipendente, socio o dirigente di un'azienda con la stessa attività (ad eccezione dei praticanti avvocati, dottori commercialisti e ragionieri).

NB: è strano escludere un dipendente o un dirigente dal diritto di diventare investitore!

A- Draft of Finance Act 2024

⇒ Measures related to common-law companies

- **Exemption from corporation tax** and income tax for the first 4 years for new business start-ups.

• The 1st year of exemption runs from the start-up date to Dec. 31.

• The exemption period can be cumulated with the IR or IS exemption under the regional development zone investment scheme.

- **Conditions:**

-APII investment declaration and incorporation before 31.12.2025.

-Start-up within 2 years of APII declaration date.

- **Excluded activities:** financial activities, energy (excluding renewables), mining, real estate development, local consumption, trade, telecom operators.

- **Operations excluded:** sale or transfer, cessation, change of legal form.

- **Excluded persons:** entrepreneurs or partners who were employees, partners or managers of a company with the same activity (with the exception of trainees as lawyers, chartered accountants and chartered accountants).

NB: it is curious to exclude employees and managers from the right to become investors!

-
- Réduction du **déla**i de **dépôt de déclaration fiscale mensuelle** au 20 du mois suivant (au lieu du 28 auparavant) pour les sociétés soumises à la télédéclaration (soit par voie optionnelle soit par obligation lorsque le CA brut = ou > 100 KDT).
NB : ainsi, l'Etat pénalise les sociétés optant pour le système digital et réglant par prélèvement bancaire (100% sécurisé) et admet la prolongation du délai pour celui qui utilise encore le mode « papier » venant encombrer le dernier jour les locaux de la Recette des finances, entraînant le paiement d'heures supplémentaires du personnel et réglant en espèces (à compter par le caissier) ou par chèque à encaisser 48h après son dépôt !
 - Riduzione del **termine per la presentazione delle dichiarazioni fiscali mensili** al 20 del mese successivo (invece del precedente termine del 28) per le aziende soggette a deposito elettronico (come opzione o come obbligo quando il fatturato lordo è pari o > 100 KDT).
NB: questo significa che il governo penalizza le aziende che optano per il sistema digitale e pagano con addebito diretto (sicuro al 100%), mentre consente di prorogare la scadenza per le aziende che utilizzano ancora il metodo "cartaceo", il che significa che l'ultimo giorno devono intasare i locali dell'ufficio delle imposte, sostenere gli straordinari del personale e pagare in contanti (che devono essere contati dal cassiere) o con assegno, che deve essere incassato 48 ore dopo la presentazione!
 - Reducing the **deadline for filing monthly tax returns** to the 20th of the following month (instead of the previous deadline of the 28th) for companies subject to e-filing (as an option or as a requirement when gross revenues are equal or more than TND 100K).
NB: This means that the government penalizes companies that opt for the digital system and pay by direct debit (100 percent secure), while allowing the deadline to be extended for companies that still use the "paper" method, which means that on the last day they have to clog the tax office premises, incur staff overtime, and pay in cash (which must be counted by the cashier) or by check, which must be cashed 48 hours after filing!
-
- Allègement du **taux de pénalité fixe** de 3% lorsque le retard dépasse 30 jours et jusqu'à 60 jours (au lieu du 1e jour de retard auparavant).
 - Réduction du **taux de pénalité de retard** suite à l'intervention de l'Administration fiscale à 1,25% par mois ou fraction de mois (au lieu de 1,5% auparavant).
 - Plafonnement du **cumul de pénalités de retard et pénalité fixe fiscales** au montant du principal d'impôt dû.
 - Riduzione del **tasso di sanzione fisso** del 3% quando il ritardo supera i 30 giorni e fino a 60 giorni (anziché il primo giorno di ritardo in precedenza).
 - Riduzione del **tasso delle multe per ritardo** pagamento a seguito dell'intervento delle autorità fiscali all'1,25% per mese o frazione di mese (invece del precedente 1,5%).
 - Limitazione del **cumulo delle multe di ritardo e delle sanzioni fiscali fisse** fino all'importo dell'imposta principale dovuta.
 - Reduction of the **fixed penalty rate** by 3% when the delay exceeds 30 days and up to 60 days (instead of the first day of delay previously).
 - Reduction in the rate of **late payment penalties** following the intervention of tax authorities to 1.25% per month or fraction of a month (instead of the previous 1.5%).
 - Limit of the **cumulation of late payment penalties and fixed tax penalties** up to the amount of the principal tax due.
-

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Plafonnement du cumul de pénalités de retard et pénalité fixe douanières au montant du principal dû. | <ul style="list-style-type: none"> • Limitazione del cumulo delle penalità di mora e delle penalità doganali fisse con ad'un limite massimo del capitale dovuto. | <ul style="list-style-type: none"> • Limit of cumulation of late payment and fixed customs penalties with a cap on the principal amount due. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Octroi du droit de rattrapage du contribuable (sur préavis d'un mois) avant l'application des amendes fiscales administratives, appliquées dans le cadre des vérifications préliminaires, ponctuelles ou approfondies, au titre de : <ul style="list-style-type: none"> - Transfert des revenus ou bénéfices vers l'étranger sans la preuve d'une attestation de régularisation (ou exonération) fiscale selon l'art 112 du Code des droits et procédures fiscaux 'CDPF'. - Défaut de dépôt annuel de la déclaration des prix de transfert ou d'absence d'information obligatoire (ou incomplète ou erronée). - Défaut de déclaration des revenus ou bénéfices exonérés ou soumis à une retenue à la source libératoire. | <ul style="list-style-type: none"> • Concessione al contribuente del diritto di recupero (su preavviso di un mese) prima dell'applicazione delle sanzioni amministrative tributarie, applicate nell'ambito di controlli preliminari, ad hoc o approfonditi, in relazione a : <ul style="list-style-type: none"> - Trasferimento di redditi o utili all'estero senza la prova di un certificato di regolarizzazione fiscale (o di esenzione) ai sensi dell'art. 112 del Codice dei diritti e procedure fiscali 'CDPF'. - Mancata presentazione della dichiarazione annuale sui prezzi di trasferimento o mancata comunicazione delle informazioni richieste (o informazioni incomplete o errate). - Mancata dichiarazione di redditi o utili esenti o soggetti a ritenuta alla fonte forfettaria. | <ul style="list-style-type: none"> • Granting of the taxpayer's right to catch up (on one month's notice) before the application of administrative tax fines, applied as part of preliminary, one-off or in-depth audits, for: <ul style="list-style-type: none"> - Transfer of income or profits abroad without proof of a tax regularization (or exemption) certificate in accordance with art. 112 of the Tax procedures and rights Code 'CDPF'. - Failure to file an annual transfer pricing declaration, or failure to provide mandatory (or incomplete or erroneous) information. - Failure to declare income or profits that are exempt or subject to withholding tax. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Extension de la procédure prévue pour la vérification fiscale en cas d'amendes au titre d'une : <ul style="list-style-type: none"> - Infraction à l'obligation de mention des clients ayant payé en espèces (au moins 5.000 DT) - Amende égale à 50% du montant de la TVA déduite, dans le cas mentionné par l'article 9-I-3 du code de TVA. | <ul style="list-style-type: none"> • Estensione della procedura di verifica fiscale in caso di multe per : <ul style="list-style-type: none"> - Violazione dell'obbligo di menzione dei clienti che hanno pagato in contanti (almeno 5.000 DT) - Ammenda pari al 50% dell'importo dell'IVA detratta, nel caso di cui all'articolo 9-I-3 del Codice IVA. | <ul style="list-style-type: none"> • Extension of the procedure for tax audits in the case of fines for: <ul style="list-style-type: none"> - Infringement of the obligation to mention customers who have paid in cash (at least TND 5,000) - Fine equal to 50% of the amount of VAT deducted, in the case mentioned in article 9-I-3 of the VAT code. |

-
- Réencadrement des conditions permettant le recours à la **Commission de réexamen des Arrêts de taxation d'office** telle que stipulée par l'article 127 du CDPF.
 - Rinquadramento delle condizioni per il ricorso alla **Commissione di esame dell'emissione d'ufficio di ordini di tassazione** come previsto dall'articolo 127 del CDPF.
 - Restatement of the conditions for recourse to the **Committee of tax audits decision re-study** s stipulated in article 127 of the CDPF.
-
- Avantage de **déduction fiscale supplémentaire de 30% au titre des amortissements** des équipements produisant l'énergie renouvelable. Tel avantage est valable uniquement pour le 1^e exercice.
 - Ulteriore **detrazione fiscale del 30% per l'ammortamento** delle attrezzature che producono energia rinnovabile. Questo beneficio è valido solo per il primo esercizio finanziario.
 - Additional **tax deduction of 30% for depreciation** of equipment producing renewable energy. This benefit is valid for the 1st financial year only.
-
- Extension des prérogatives des Chefs de bureaux de contrôle des impôts 'BCI' par l'émission d'**Arrêts de taxation d'office** en cas de défaut de déclaration fiscale, ceci afin d'alléger le volume de travail des Centres régionaux.
 - Estensione delle prerogative dei Capi degli Uffici di controllo fiscale (BCI) con l'emissione di **ordini di tassazione d'ufficio** in caso di mancata presentazione della dichiarazione dei redditi, al fine di alleggerire il carico di lavoro dei Centri regionali.
 - Extension of the prerogatives of the Heads of Tax Control Offices (BCIs) to issue **Systematic tax rulings** in the event of failure to file a tax return, in order to lighten the workload of the Regional Centers.
 - Ainsi, les BCI se joignent à la DGI, la DGE, la DME, la Direction de contrôle national et des enquêtes fiscales et les Centres régionaux de contrôle des impôts dans telle prérogative.
 - I BCI si uniscono così alla DGI, al DGE, al DME, alla Direction de contrôle national et des enquêtes fiscales e ai Centri regionali di controllo fiscale in questa prerogativa.
 - The BCIs thus join the DGI, the DGE, the DME, the Direction de contrôle national et des enquêtes fiscales and the Centres régionaux de contrôle des impôts in this prerogative.

⇒ **Mesures touchant certains types d'Entreprises**

- **Contibution exceptionnelle de 4%** sur le bénéfice imposable à déclarer en 2024 et 2025 réalisés par les banques, établissements financiers (leasing...), assurances et réassurances.

NB : les banques, réalisant une croissance annuelle à 2 chiffres de leur PNB en prêtant notamment à l'Etat (vu l'interdiction de le faire par la BCT), se voient pénalisées sur tels bénéfices.

- **Obligation faite aux banques de déclarer et virer au compte du Trésorier général de la République les comptes gelés** par décision Judiciaire ou Administrative (exp. En cas de blanchiment d'argent). La restitution des fonds à leur titulaire est faite sur décision de la levée du gel.

Une amende de 10% est appliquée à la banque récalcitrante.

Un montant suffisant demeure à la disposition du titulaire du compte pour y puiser ses besoins vitaux.

NB : il y'a lieu de se demander sur la constitutionnalité de telle disposition (un citoyen, présumé innocent jusqu'à preuve du contraire, se voyant « forcé » de prêter à l'Etat et sans intérêts rémunérateurs).

⇒ **Misure relative ad alcun tipo di Aziende**

- **Contributo eccezionale del 4%** sugli utili imponibili da dichiarare nel 2024 e 2025 da parte di banche, istituzioni finanziarie (leasing, ecc.), compagnie di assicurazione e riassicurazione.

NB: le banche che ottengono una crescita annua a 2 cifre del loro PNB concedendo prestiti allo Stato (poiché il BCT vieta loro di farlo) saranno penalizzate su tali profitti.

- **Le banche sono obbligate a dichiarare i conti congelati per decisione giudiziaria o amministrativa** (ad esempio in caso di riciclaggio di denaro) e a trasferirli sul conto del Tesoriere generale della Repubblica. I fondi vengono restituiti al titolare del conto se il blocco viene revocato.

Alla banca recalcitrante viene imposta una multa del 10%.

Il titolare del conto ha a disposizione una quantità di denaro sufficiente a soddisfare le sue esigenze di base.

NB: c'è motivo di interrogarsi sulla costituzionalità di una simile disposizione (un cittadino, presunto innocente fino a prova contraria, viene "costretto" a prestare allo Stato senza interessi).

⇒ **Measures related to some kind of Companies**

- **Exceptional contribution of 4%** on taxable profits to be declared in 2024 and 2025 by banks, financial institutions (leasing, etc.), insurance and reinsurance companies.

NB: banks achieving 2-digit annual growth in NBI, notably by lending to the State (as prohibited by the BCT), will be penalized on such profits.

- **Banks are obliged to declare accounts frozen by judicial or administrative decision** (e.g. in cases of money laundering) and transfer them to the account of the Trésorier général de la République. Funds are returned to the account holder when the freeze is lifted.

A 10% fine is imposed on the recalcitrant bank.

Sufficient funds remain available to the account holder to cover his or her basic needs.

NB: this raises the question of the constitutionality of such a provision (a citizen, presumed innocent until proven guilty, being "forced" to lend to the State without interest).

- | | | |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'amende appliquée aux banques et établissements financiers en cas de manquement à l'obligation de communication à l'Administration fiscale des comptes bancaires et de l'identité de leurs titulaires. • Ainsi, l'amende devient de 5.000 à 50.000 DT (au lieu de 1.000 DT à 20.000 DT). | <ul style="list-style-type: none"> • Aumento della multa imposta alle banche e agli istituti finanziari per la mancata comunicazione alle autorità fiscali dei conti bancari e dell'identità dei loro titolari. • L'ammenda sarà ora compresa tra 5.000 e 50.000 DT (invece di tra 1.000 e 20.000 DT). | <ul style="list-style-type: none"> • Increase in the fine imposed on banks and financial institutions for failure to notify the tax authorities of bank accounts and the identity of their holders. • The fine has been increased from TND 5,000 to 50,000 (instead of TND 1,000 to 20,000). |
| <ul style="list-style-type: none"> • Assouplissement de l'avantage de déduction fiscale la plus-value provenant de l'apport d'actions et de parts sociales au capital de la société mère ou de la société holding à condition de faire introduire telles actions à la Bourse des valeurs modilières de Tunis dans les 2 années (au lieu d'1 an). | <ul style="list-style-type: none"> • Allentamento delle restrizione sul vantaggio della deduzione fiscale per le plusvalenze derivanti dal conferimento di azioni e quote societarie al capitale della società madre o della holding, a condizione che tali azioni siano quotate alla Borsa di Tunisi entro 2 anni (anziché 1 anno). | <ul style="list-style-type: none"> • Condition on Tax deductibility of capital gains arising from the contribution of shares to the capital of the parent or holding company has been relaxed, on condition that such shares are listed on the Tunis Stock Exchange within 2 years (instead of 1 year). |
| <ul style="list-style-type: none"> • Encouragement des startups en faisant bénéficier les souscripteurs de l'avantage fiscal au titre des intérêts des obligations convertibles en actions émises par les startups. | <ul style="list-style-type: none"> • Incoraggiare le start-up concedendo ai sottoscrittori sgravi fiscali sugli interessi delle obbligazioni convertibili in azioni emesse dalle start-up. | <ul style="list-style-type: none"> • Encourage startups by giving subscribers tax benefits on interest on bonds convertible into shares issued by startups. |
| <ul style="list-style-type: none"> • Extension de l'avantage de déduction fiscale accordé aux personnes morales et physiques souscrivant dans le capital des sociétés bénéficiant de l'avantage de développement agricole ou des Zones de développement régional aux souscriptions des primes démissions lors de l'augmentation de capital.
La prime doit être bloquée durant 5 ans. | <ul style="list-style-type: none"> • Estensione del beneficio di deduzione fiscale concesso alle persone giuridiche e fisiche che sottoscrivono il capitale di società che beneficiano dell'agevolazione per lo sviluppo agricolo o delle zone di sviluppo regionale alle sottoscrizioni di premi pagati per gli aumenti di capitale.
Il premio deve essere congelato per 5 anni. | <ul style="list-style-type: none"> • Extension of the tax deduction benefit granted to legal entities and individuals subscribing to the capital of companies benefiting from the agricultural development benefit or the regional development zone benefit to subscriptions to premiums paid at the time of the capital increase.
The premium must be blocked for 5 years. |

-
- **Amnistie de la Taxe sur les immeubles bâtis et sur les immeubles non bâtis** (et pénalités, frais et amendes) relatives à l'année 2021 et les années précédentes, sous condition de payer 2022, 2023 et 2024.
NB : telle mesure est-elle à prendre en considération dans le cadre de la préparation des élections présidentielles de fin 2024 ?
 - **Concono delle imposte sugli immobili costruiti e non costruiti** (e delle sanzioni, costi e multe) relative al 2021 e agli anni precedenti, subordinato al pagamento nel 2022, 2023 e 2024.
NB: questa misura deve essere presa in considerazione in vista delle elezioni presidenziali di fine 2024?
 - **Amnesty from built-up and unbuilt-up property tax** (and penalties, costs and fines) relating to 2021 and previous years, subject to payment of 2022, 2023 and 2024.
NB: should this measure be taken into consideration in the run-up to the presidential elections at the end of 2024?
-
- Extension de la **redevance sur le chiffre d'affaires** déjà appliquée aux restaurants touristiques et salons de thé (qui était de 1%) et sa majoration à 3% aux :
 - Etablissements d'hébergement touristique
 - Cafés de catégorie 2 & 3
 - Fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées.
 - Le taux est de 5% sur le CA des boîtes de nuit et cabarets et fabricants de pâtisseries à l'exception de celles traditionnelles populaires.
NB : un Arrêté du Ministre des finances fixera le type de pâtisseries traditionnelles populaires. Ceci dénote encore une fois de la bureaucratie et de la règle des exceptions sur lesquelles il faudra mobiliser des fonctionnaires pour s'assurer de son application et des amendes y relatives !
 - Estensione della **tassa sulle vendite** già applicata a ristoranti e sale da tè (che era dell'1%) e suo aumento al 3% a :
 - Alloggi turistici
 - Caffè di categoria 2 e 3
 - Produzione di bevande gassate e alcoliche.
 - L'aliquota è del 5% sul fatturato dei locali notturni e cabaret e dei produttori di pasticceria, ad eccezione della pasticceria tradizionale popolare.
NB: un decreto del Ministro delle Finanze determinerà il tipo di pasticceria popolare tradizionale. È l'ennesimo esempio di burocrazia e di regola delle eccezioni, che richiederà la mobilitazione dei funzionari pubblici per garantirne l'applicazione e le multe!
 - Extension of the **sales tax** already applied to tourist restaurants and tearooms (which was 1%) and its increase to 3% to:
 - Tourist accommodation establishments
 - Category 2 & 3 cafés
 - Manufacture of soft drinks and alcoholic beverages.
 - The rate is 5% on sales for nightclubs and cabarets, and pastry manufacturers, with the exception of traditional popular pastries.
NB: a decree from the Minister of Finance will determine the type of traditional popular pastries. This is yet another example of bureaucracy and the rule of exceptions, which will require the mobilization of civil servants to ensure its application and the related fines!

- Majoration de la **taxe journalière sur les nuitées hôtelières** dans les hôtels et autres établissements d'hébergement applicable aux étrangers pour s'établir à 4, 8 et 12 DT selon la catégorie, avec un max. equiv. 15 nuitées.

NB : La taxe s'applique également aux courtes locations de chambre, appartement ou villas (1 DT / nuitée pour les Tunisiens et 4 DT pour les étrangers).
- Aumento dell'**imposta giornaliera sui pernottamenti in hotel** e altre strutture ricettive applicabile agli stranieri a 4, 8 e 12 DT a seconda della categoria, limitato all'equivalente di 15 notti.

NB: La tassa si applica anche agli affitti brevi di camere, appartamenti o ville (1 DT / notte per i tunisini e 4 DT per gli stranieri).
- Increase in the **daily tax on overnight stays in hotels** and other accommodation establishments applicable to foreigners to TND 4, 8 or 12, depending on the category, limited to equiv. of 15 nights.

NB: The tax also applies to short rentals of rooms, apartments or villas (1 DT / night for Tunisians and 4 DT for foreigners).
- Instauration d'une **taxe sur les dérivés de lait** (fromage, ricotta...) applicable à la production, l'importation et l'exportation. A noter que le fromage constitue un élément de nourriture de base pour de nombreux citoyens, ce qui majore l'inflation.

NB1 : la justification légale stipule que 35% du lait, collecté et subventionné par l'Etat, sert à fabriquer le yaourt & fromage.

Par conséquent, l'Etat doit collecter une taxe sur tels dérivés (à l'exception du yaourt) pour se rattrapper. Il est curieux que tel document comporte une telle aberration puisque les industriels du lait sont remboursés par l'Etat uniquement sur la base des quantités de lait conditionné et vendu.

NB2 : il est curieux d'appliquer la taxe sur l'importation étant donné que ce n'est pas fabriqué à partir du lait tunisien.

NB3 : Il est utile de noter que les industriels laitiers souffrent d'un grand retard d'encaissement de leur subvention.
- Introduzione di una **tassa sui derivati del latte** (formaggio, ricotta, ecc.) applicabile alla produzione, alle importazioni e alle esportazioni. Si noti che il formaggio è un alimento base per molti cittadini, il che aumenta l'inflazione.

NB1: la motivazione legale prevede che il 35% del latte raccolto e sovvenzionato dallo Stato venga utilizzato per la produzione di yogurt e formaggi.

Quindi, lo Stato deve riscuotere una tassa su tali sottoprodotti (ad eccezione dello yogurt) per compensarli. È strano che un documento del genere contenga un'aberrazione del genere, dal momento che i produttori vengono rimborsati dallo Stato esclusivamente in base alle quantità di latte condizionato e venduto.

NB2: È strano applicare la tassa all'importazione visto che non si tratta di latte tunisino.

NB3: L'industria di latte subisce un forte ritardo per l'incasso dei sussidi.
- Introduction of a **tax on milk derivatives** (cheese, ricotta, etc.) applicable to production, imports and exports. It should be noted that cheese is a staple food for many citizens, which increases inflation.

NB1: the justification for this article stipulates that 35% of milk, collected and subsidized by the State, is used to manufacture yoghurt & cheese.

Consequently, the State must collect a tax on such derivatives (with the exception of yoghurt) to make up for it. It's odd that such a document should contain such an aberration, since milk manufacturers are reimbursed by the State solely on the basis of the quantities of milk packaged and sold.

NB2: It is odd to apply the import tax given that it is not made from local milk.

NB3 : It's worth noting that dairy manufacturers suffer from a long delay in collecting their subsidies.

- Baisse du taux de la **TVA** de 19% à 7% sur l'importation des **véhicules et motos 100% électriques**, baisse de 50% sur la taxe de circulation et de 50% sur le droit d'immatriculation au profit du budget de l'Etat et au profit du Fonds national d'emploi.
- Riduzione dell'aliquota **IVA** dal 19% al 7% sulle importazioni di **veicoli e motocicli 100% elettrici**, nonché riduzione del 50% della tassa di circolazione e del 50% della tassa di immatricolazione a beneficio del bilancio dello Stato e del Fondo nazionale per l'occupazione.
- Reduction of **VAT** from 19% to 7% on imports of **100% electric vehicles and motorcycles**, and a 50% reduction in road tax and a 50% reduction in registration fees for the State budget and the National Employment Fund.

⇒ **Diverses mesures**

- Doublement des **droits** de 1^e immatriculation et de transmission **de propriété sur les véhicules**.
- Augmentation de la **taxe carbone** sur les **produits d'hydrocarbures**.
- Endurcissement des conditions d'application de l'avantage des taux progressifs (de 1% à 5%) sur le droit **d'enregistrement des terrains** à usage de construction de logement individuel, en la faisant bénéficier à la personne une seule fois (lors de la 1^e acquisition) et par sa déchéance en cas de revente sans avoir construit le logement.

- Création du **Fonds de modernisation des juridictions de l'ordre judiciaire**.

Tel Fonds est financé par diverses sources, dont les amendes pénales (Décret de Juin 1954), 30% des recettes du RNE (au titre de certaines prestations) et l'instauration d'un droit de timbre de 10 DT sur chaque ordonnance sur requête et sur chaque ordonnance de paiement.

⇒ **Varie misure**

- Raddoppio delle **imposte** sulla prima immatricolazione e sul trasferimento di **proprietà dei veicoli**.
- Aumento della carbon **tax sui prodotti a base di idrocarburi**.
- Più restrizioni delle condizioni per l'applicazione del beneficio dell'aliquota progressiva (dall'1% al 5%) sui **dazi di registro sui terreni** utilizzati per la costruzione di abitazioni individuali, rendendolo disponibile una sola volta (al momento del primo acquisto) e facendolo decadere se l'abitazione viene rivenduta senza essere stata costruita.

- Creazione di un **fondo per la modernizzazione dei tribunali giudiziari**.

Tal fondo è finanziato da varie fonti, tra cui le multe penali (decreto di 6.1954), il 30% delle entrate dell'RNE (per alcuni servizi) e l'introduzione di un'imposta di bollo di 10 DT su ogni ordine di richiesta e su ogni ordine di pagamento.

⇒ **Miscellaneous measures**

- Doubling of 1st registration and transfer of **ownership fees on vehicles**.
- Increase in carbon **tax on hydrocarbon products**.
- Toughening of the conditions for applying the benefit of progressive rates (from 1% to 5%) on **registration duty for land** used to build individual housing, by making it available to the person only once (at the time of the 1st acquisition) and by forfeiting it in the event of resale without having built the housing.

- Creation of the Justice Modernization Fund.

This Fund is financed from various sources, including penal fines (Decree of 6/1954), 30% of RNE revenues (for certain services) and the introduction of a stamp duty of TND 10 on each request order and payment order.

NB : Il est à se demander de l'avancement de la réforme « eJustice » telle qu'initiée il y'a quelques années en partenariat avec l'UE et de son bilan à ce jour.

- Création d'un **fonds de crédit pour projet économique aux personnes à faible revenu** d'un montant de 20 MDT.

Tel fonds est géré par la Banque Tunisienne de Solidarité BTS.

Le prêt, remboursable sur 6 ans et pouvant être octroyé jusqu'à fin 2024, est limité à 10 KDT par bénéficiaire.

- **Création d'un fonds de crédit aux PME** d'un montant de 20 MDT. Tel fonds sera géré par la Banque de financement des PME – BFPME et ses modalités de fonctionnement seront définies à 50/50 par le Mre des finances et par le Mre de l'emploi.

- Allocation d'un montant de garantie de 15 MDT pour la **restructuration des PME** à gérer par les Banques et les Fonds d'investissement à capital développement, dans le cadre du Décret-loi 2020-6 portant mesures fiscales et financières dans le cadre de lutte contre le COVID. Telle garantie permettra des financements aux PME à concurrence de 75 MDT.

- NB: Ci si interroga sullo stato di avanzamento della riforma "eJustice" avviata qualche anno fa in collaborazione con l'UE e sui suoi risultati fino ad oggi.

- Creazione di un **fondo di credito per progetti economici a favore di persone a basso reddito** per un ammontare di 20 MDT.

Il fondo è gestito dalla Banque Tunisienne de Solidarité BTS.

Il prestito, rimborsabile in 6 anni e disponibile fino alla fine del 2024, è limitato a 10 KDT per beneficiario.

- Creazione di un **fondo di credito per le PMI** del valore di 20 MDT. Questo fondo sarà gestito dalla Banque de financement des PME - BFPME e le sue procedure operative saranno definite al 50% dal Ministro delle Finanze e dal Ministro del Lavoro.

- Assegnazione di un importo di garanzia di 15 MDT per la **ristrutturazione delle PMI** gestite da banche e fondi di investimento in capitale di sviluppo, ai sensi del decreto legge 2020-6 sulle misure fiscali e finanziarie per combattere il COVID. Questa garanzia fornirà finanziamenti alle PMI fino a 75 MDT.

NB: One wonders about the progress of the "eJustice" reform initiated a few years ago in partnership with the EU, and its results to date.

- Creation of a TND 20M **credit fund for economic projects for low-income people**.

The fund is managed by Banque Tunisienne de Solidarité BTS.

The loan, repayable over 6 years and available until the end of 2024, is limited to TND 10K per beneficiary.

- Creation of an **SME credit fund** worth TND 20M. This fund will be managed by the Banque de financement des PME - BFPME, and its operating procedures will be defined on a 50/50 basis by the Minister of Finance and the Minister of Employment.

- Allocation of a guarantee amount of TND 15M for the **restructuring of SMEs** to be managed by banks and development capital investment funds, under Decree-Law 2020-6 on fiscal and financial measures to combat COVID. This guarantee will provide financing for SMEs of up to TND 75M.

B- Nouvelles Lois

- Le Décret n° 2023-461 du 5.6.2023 a modifié et complété les conditions et modalités des programmes du fonds national de l'emploi :
 - L'entreprise ne pourra plus accepter de nouveaux bénéficiaires dans le cadre du **contrat d'initiation à la vie professionnelle 'CIVP'**, que dans le cas :
 - D'insérer au moins 50% de ceux qui ont achevé le contrat CIVP au cours des 3 années précédant la date de dépôt de la nouvelle demande, ou
 - Les insérer dans une autre entreprise, ou
 - Fournir la preuve de l'installation à leur propre compte.
 - L'assiette de calcul du quota comprend les stagiaires qui ont été insérés au sein de l'entreprise avant la fin de la durée du contrat.
 - L'expression "contrat de travail à durée indéterminée" a été remplacée par "contrat de travail" selon les dispositions du code du travail.
 - Nouvelle désignation « Programme d'appui au recrutement pour les titulaires des diplômes supérieurs" (au lieu "contrat dignité - KARAMA").

B- Nuove Leggi

- Il decreto n. 2023-461 del 5.6.2023 ha modificato e integrato i termini e le condizioni dei programmi del Fondo nazionale per l'occupazione:
 - L'azienda potrà accettare nuovi beneficiari nell'ambito del **contratto d'inizio alla vita professionale 'CIVP'** solo se:
 - Almeno il 50% di coloro che hanno completato il contratto CIVP nei 3 anni precedenti la data di presentazione della nuova domanda sono assunti, o
 - li inseriscono in un'altra azienda, oppure
 - dimostrano di essersi costituiti in proprio.
 - La base di calcolo della quota comprende i tirocinanti che sono entrati in azienda prima della fine del periodo contrattuale.
 - Il termine "contratto di lavoro a tempo indeterminato" è stato sostituito da "contratto di lavoro" in conformità alle disposizioni del Codice del Lavoro francese.
 - Nuova denominazione "Programma di sostegno all'assunzione per titolari di qualifiche superiori" (invece di "Contratto di dignità - KARAMA").

B-New Laws

- Decree #2023-461 of 5.6.2023 has modified and supplemented the terms and conditions of national employment fund programs:
 - The company will no longer be able to accept new beneficiaries under the **Starting the professional career Contract 'CIVP'** contract, unless:
 - insert at least 50% of those who have completed the CIVP contract in the 3 years preceding the date of submission of the new application, or
 - insert them in another company, or
 - Provide proof of self-employment.
 - The basis for calculating the quota includes trainees who have joined the company before the end of the contract period.
 - The term "contrat de travail à durée indéterminée" has been replaced by "contrat de travail" in accordance with the provisions of the French Labor Code.
 - New designation "Programme d'appui au recrutement pour les titulaires des diplômes supérieurs" (instead of "contrat dignité - KARAMA").

- Le décret n° 2023-544 du 20.7.2023 a prorogé la prise en charge par l'Etat de trois points du taux **d'intérêt bancaire au profit des PME.**

- Il decreto n. 2023-544 del 20.7.2023 ha esteso alle **PMI** il pagamento da parte dello Stato di tre punti percentuali del **tasso di interesse bancario.**

- Decree #2023-544 of 20.7.2023 extended the State's coverage of three points of the **bank interest rate for SMEs.**

C- Infos & rappels utiles

- Quand bien même sans aucun fondement, il est à rappeler l'obligation, sous peine d'amende, de déposer les **états financiers en version papier** à part leur dépôt digital via télédéclaration (art 89 du Code des droits et procédures fiscaux).

C- Promemoria & info utili

- Anche se non ci sono motivi per farlo, va ricordato che, a pena di multa, il **bilancio** deve essere depositato in **forma cartacea** oltre che in forma digitale attraverso il deposito a distanza (art. 89 del Codice dei diritti e delle procedure fiscali).

C- Useful reminders & news

- Even if there are no grounds for this, it's worth remembering that, under penalty of fine, **financial statements** must be filed in **paper form** as well as digitally via remote filing (art 89 of the Code of Tax Rights and Procedures).

- Le **dépôt des documents obligatoires** (PV AGO, rapport d'audit...) au **RNE** se fait désormais à distance sur leur site contre paiement par carte de crédit.

- I **documenti obbligatori** (verbale dell'assemblea generale, relazione di revisione, ecc.) possono ora essere depositati a distanza presso il **RNE** con carta di credito.

- **Mandatory documents** (AGM minutes, audit report, etc.) can now be submitted to the **RNE** remotely via their website, against payment by credit card.

- Selon l'art. 257 du Code de procédure civile et commerciale, un **jugement se périmé** par vingt années grégoriennes, à partir du jour où il a été rendu.

- Secondo l'art. 257 del Codice di procedura civile e commerciale, una **sentenza scade** dopo venti anni gregoriani dal giorno in cui è stata pronunciata.

- According to art. 257 of the Code of Civil and Commercial Procedure, a **judgment expires** twenty Gregorian years from the day it was rendered.

- Contrairement à la procédure de contentieux fiscal qui permet de payer une caution pour suspendre l'exécution de saisie par le Receveur avant de faire recours au Tribunal, le **contentieux du CNSS** demeure pauvre en la matière.

- A differenza della procedura di contenzioso tributario, che consente di versare un deposito per sospendere l'esecuzione del pignoramento da parte del ricevitore prima di ricorrere al Tribunale, il **contenzioso del CNSS** rimane scarso in questo ambito.

- Contrary to the tax litigation procedure, which allows the payment of a deposit to suspend the execution of seizure by the Receiver before recourse to the Court, **CNSS litigation** remains poor in this respect.

L'opposition aux états de liquidation n'est pas suspensive d'exécution. Il reste alors la possibilité de demander en référé le sursis à l'exécution auprès du premier président de la Cour d'appel.

L'opposizione agli estratti conto non sospende l'esecuzione. È quindi possibile richiedere al Primo Presidente della Corte d'Appello una sospensione dell'esecuzione.

Opposition to statements of liquidation does not suspend enforcement. It is then possible to apply to the First President of the Court of Appeal for a stay of execution.

- Etant donné la fréquence et multiplicité des contrôles fiscaux, il est important de donner la priorité au formalisme en matérialisant chaque **remise de document à l'Administration fiscale par une décharge** dûment détaillée.
- En outre, au sujet de la **répétition des contrôles fiscaux**, il est à rappeler que :
 - Un Contrôle fiscal préliminaire ne peut pas se refaire à la suite d'un CF Préliminaire.
 - Un CF Approfondi ne peut se refaire à la suite d'un CF Approfondi.
 - Un CF Approfondi ne peut être suivi par un CF Préliminaire.
 - Un CF préliminaire ne fait pas obstacle à un CF ponctuel pour les mêmes impôts et période.
 - Un CF ponctuel ne fait pas obstacle à un CF approfondi au titre des mêmes impôts et période.
 - L'administration fiscale ne peut procéder à un CF ponctuel concernant des impôts exigibles au titre d'une période déterminée ou des opérations ou données ayant fait l'objet d'un CF approfondi que lorsqu'elle dispose de renseignements touchant à l'assiette et à la liquidation de l'impôt et dont elle n'a pas eu connaissance précédemment.
 - La taxation d'office relative à la régularisation de défaut des déclarations des impôts conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 47 du Code des droits et procédures fiscaux, ne fait pas obstacle à un CF ponctuel au titre des mêmes impôts et de la même période concernée par l'imposition.
- Data la frequenza e la molteplicità dei controlli fiscali, è importante privilegiare la formalità, presentando ogni **documento presentato alle autorità fiscali** sotto forma di discarico debitamente dettagliato.
- Inoltre, per quanto riguarda la **ripetizione delle verifiche fiscali**, occorre ricordare che :
 - Una verifica fiscale preliminare non può essere ripetuta dopo una verifica fiscale preliminare.
 - Una verifica fiscale approfondita non può essere ripetuta dopo una verifica fiscale approfondita.
 - Un FC esteso non può essere seguito da un FC preliminare.
 - Un FC preliminare non impedisce un FC una tantum per i stesse imposte e periodo.
 - Un FC una tantum non preclude un FC approfondito per le stesse imposte e periodo.
 - Le autorità fiscali possono effettuare un accertamento una tantum per le imposte dovute per un periodo specifico o per operazioni o dati che sono stati oggetto di un accertamento approfondito solo se dispongono di informazioni relative alla base imponibile e all'accertamento dell'imposta di cui non erano precedentemente a conoscenza.
 - L'imposizione automatica relativa alla regolarizzazione di dichiarazioni fiscali difettose, in conformità con le disposizioni del secondo comma dell'articolo 47 del Codice dei diritti e delle procedure fiscali, non impedisce un CF una tantum per le stesse imposte e lo stesso periodo interessato dall'imposizione.
- Given the frequency and multiplicity of tax audits, it is important to give priority to formalism, by formalizing each **submission of documents to the tax authorities** with a duly detailed discharge.
- In addition, with regard to the **repetition of tax audits**, it should be remembered that :
 - A Preliminary Tax Audit cannot be repeated following a Preliminary Tax Audit.
 - A CF Approfondi cannot be repeated following a CF Approfondi.
 - A CF Approfondi cannot be followed by a CF Préliminaire.
 - A preliminary CF does not prevent a one-off CF for the same taxes and the same period.
A one-off CF does not prevent an in-depth CF for the same taxes and the same period.
 - The tax authorities may only carry out a one-off CF on taxes due for a given period, or on transactions or data that have been the subject of an in-depth CF, when they have information relating to the tax base and tax assessment of which they were not previously aware.
 - In accordance with the provisions of the second paragraph of article 47 of the Code des droits et procédures fiscaux, automatic taxation relating to the regularization of tax returns in the event of default does not preclude a one-off CF in respect of the same taxes and the same period concerned by the taxation.

-
- Tel que confirmé par la Note interne de la DGI n° 1706 du 9.3.2020, l'Administration fiscale ne délivre plus **d'attestation de situation fiscale** du fait de l'insertion de la situation dans la plateforme digitale TUNEPS.
 - Come confermato dalla nota interna della DGI n. 1706 del 9.3.2020, le autorità fiscali non rilasciano più **certificati di stato fiscale** in seguito all'inserimento dello stato nella piattaforma digitale TUNEPS.
 - As confirmed by DGI internal memo no. 1706 dated 9.3.2020, the tax authorities no longer issue **tax status certificates** as a result of the inclusion of the status in the TUNEPS digital platform.
-
- Il est à rappeler qu'en référence aux art. 21 et suivants du Décret n. 95-538, une demande peut être déposée auprès de la CNSS pour demander une réduction jusqu'à 25% du **taux d'accident de travail** en cas de respect des normes de sécurité et d'hygiène.
 - Si ricorda che, ai sensi dell'art. 21 e seguenti del Decreto n. 95-538, è possibile richiedere al CNSS una riduzione fino al 25% del **tasso di infortuni sul lavoro** in caso di rispetto delle norme di salute e sicurezza.
 - It should be remembered that under art. 21 et seq. of Decree no. 95-538, a request can be made to the CNSS for a reduction of up to 25% in the **workplace accident rate**, in the event of compliance with health and safety standards.
-
- Les autorités tunisiennes font recours à ce site <https://opencorporates.com/> pour la recherche de données extraites des **registres de commerce dans le monde**.
 - Le autorità tunisine utilizzano <https://opencorporates.com/> per cercare i dati estratti dai **registri commerciali di tutto il mondo**.
 - The Tunisian authorities use <https://opencorporates.com/> to search for data extracted from **worldwide trade registers**.
-
- Bien que l'article 34 de la Loi n° 2019-47 portant amélioration de l'environnement de l'investissement ait abrogé l'obligation de **tenue des livres légaux** (livre d'inventaire et livre-journal), toutefois en pratique les contrôleurs fiscaux demandent à voir tels livres cotés et parafés (juste la 1e page) conformément à la note interne de la DGI n° 2020-140.
 - Sebbene l'articolo 34 della legge n. 2019-47 sul miglioramento dell'ambiente degli investimenti abbia abrogato l'obbligo di tenere i **libri legali** (libro degli inventari e libro giornale), nella pratica i controllori fiscali chiedono ancora di vedere tali libri elencati e siglati (solo la prima pagina), in conformità con il memorandum interno della DGI n. 2020-140.
 - Although article 34 of Law #2019-47 on improving the investment environment has repealed the obligation to keep **legal books** (inventory book and journal book), in practice tax auditors still ask to see such books listed and initialled (just the 1st page) in accordance with DGI internal note #2020-140.
-
- La **CNSS** a mis en place un **service par SMS** (85785) pour les employés afin d'obtenir les salaires déclarés, l'état des allocations familiales...
 - La **CNSS** ha istituito un **servizio SMS** (85785) per consentire ai dipendenti di ottenere i salari dichiarati, gli assegni familiari...
 - **CNSS** has set up an **SMS service** (85785) for employees to obtain declared salaries, the status of family allowances...
-

D- Difficultés pratiques

- Certains **contrôleurs fiscaux** demandent le visa d'embarquement pour chaque facture d'export pour les **sociétés industrielles sous douane**. Ceci devient d'autant difficile lorsque la période concernée remonte à une période lointaine.
- Aussi, il a été observé la demande de contrôleurs fiscaux de **l'accord de compensation** entre sociétés dépendantes en cas d'export par une société non-résidente de change (et par conséquent l'Administration n'admet pas le principe de non obligation de rapatriement des recettes de ventes par les sociétés non-résidentes). A titre de rappel, et tel que confirmé par courrier de la BCT, la compensation entre sociétés non résidentes du point de vue change n'est pas soumise à autorisation.
- Il est recommandé de faire authentifier l'acte de compensation par une **date certaine** selon l'art. 450 du Code des obligations et contrats.

- Il est arrivé à une **banque de suspendre le compte de son client** sur observation de paiements multiples envers un fournisseur, suite à un signalement du « compliance department » de la banque en application de la **loi anti-blanchiment**.

- Par courrier du Ministère des finances en 2022 sous le n° 168 il a été admis la possibilité d'**enregistrer un contrat de location** sans que la signature ne soit légalisée.

D- Difficoltà pratiche

- Alcuni **ispettori fiscali** richiedono un visto di spedizione per ogni fattura di esportazione per le **aziende industriali sotto controllo doganale**. Questo diventa ancora più difficile quando il periodo in questione risale a molto tempo fa.
- È noto anche che gli ispettori fiscali richiedono **accordi di compensazione** tra aziende dipendenti in caso di esportazioni da parte di un'azienda non residente in valuta estera (e di conseguenza l'Amministrazione non accetta il principio secondo cui le aziende non residenti non sono obbligate a rimpatriare gli introiti delle vendite). Come ricorda, e come confermato da una lettera della BCT, la compensazione in valuta estera tra società non residenti non è soggetta ad autorizzazione.
- Si raccomanda che l'atto di compensazione sia autenticato entro una **data certa** ai sensi dell'articolo 450 del Codice delle obbligazioni e dei contratti.

- In un'occasione, una **banca ha sospeso il conto di un suo cliente** dopo aver osservato pagamenti multipli a un fornitore, in seguito a una segnalazione del dipartimento di compliance della banca ai sensi della **legge antiriciclaggio**.

- In una lettera del Ministero delle Finanze n. 2022/168, è stata ammessa la possibilità di **registrare un contratto di locazione** senza legalizzare la firma.

D- Practical issues

- - Some **tax inspectors** require a shipment visa for each export invoice for **industrial companies under Custom control**. This becomes all the more difficult when the period concerned goes back a long way.
- In addition, tax inspectors have been known to request **compensation agreements** between dependent companies in the event of export by a non-resident foreign exchange company (and consequently the Administration does not accept the principle that non-resident companies are not obliged to repatriate sales receipts). As a reminder, and as confirmed by a letter from the BCT, foreign exchange netting between non-resident companies is not subject to authorization.
- It is recommended that the netting act be authenticated by a **certain date**, in accordance with art. 450 of the French Code of Obligations and Contracts.

- It happened that a **bank suspended its customer's account** after observing multiple payments to a supplier, following a report from the bank's compliance department under the **Anti-Money Laundering Act**.

- A letter from the Ministry of Finance #168/2022, accepted the possibility of **registering a rental contract** without legalizing the signature.

-
- En cas d'**acquisition d'un terrain ou d'un bâtiment industriel par une société non-résidente** financé par des devises, il est nécessaire, en vertu de la circulaire BCT n. 2018-14, de requérir une Fiche d'investissement sur la plateforme digitale de la BCT.
 - A défaut de telle **fiche d'investissement**, et en cas de cession du bien immobilier, la société ne pourra pas rapatrier le produit d'encaissement.
 - Une fois la demande déposée sur la plateforme, il y'a lieu de compléter le dépôt à la banque :
 - Contrat d'acquisition enregistré
 - Dossier juridique de la société
 - Fiches d'investissement du capital social initial
 - Avis de débit ou copies des chèques des divers paiements du terrain (après déduction de la retenue à la source de 2,5%).
-
- Certaines Entreprises trouvent des difficultés à avoir un feed-back des **réclamations déposées auprès de leurs banques**.
Le traitement doit être conformément à la Circulaire de la BCT n° 2022-08 relative aux Politiques et mesures de traitement des réclamations de la clientèle.
-
- La Prise de position fiscale N° 2021-25 a stipulé les modalités de l'avantage fiscal au titre de l'**assurance-vie** sur le salaire d'un employé ayant quitté son travail (avec l'option de recrutement par un autre employeur).
-
- In caso di **acquisto di un terreno o di un edificio industriale da parte di una società non residente** finanziato con valuta estera, è necessario, ai sensi della Circolare BCT n. 2018-14, richiedere un Modulo di investimento sulla piattaforma digitale della BCT.
 - Senza tale **scheda di investimento**, e in caso di vendita dell'immobile, la società non potrà rimpatriare i proventi.
 - Una volta presentata la domanda sulla piattaforma, il deposito deve essere completato in banca :
 - Contratto di acquisto registrato
 - Fascicolo legale della società
 - Documentazione relativa all'investimento del capitale sociale iniziale
 - Note di addebito o copie degli assegni relativi ai vari pagamenti fondiari (al netto della ritenuta d'acconto del 2,5%).
-
- Alcune aziende hanno difficoltà a ottenere un riscontro sui **reclami presentati alle loro banche**.
Il trattamento deve essere conforme alla Circolare BCT 2022-08 sulle politiche e le misure per la gestione dei reclami dei clienti.
-
- La posizione fiscale n. 2021-25 ha stabilito i termini del beneficio fiscale dell'**assicurazione sulla** vita sullo stipendio di un dipendente che ha lasciato il lavoro (con la possibilità di essere assunto da un altro datore di lavoro).
-
- In the event of the **acquisition of land or an industrial building by a non-resident company** financed by foreign currency, it is necessary, under BCT circular n. 2018-14, to request an Investment Form on the BCT's digital platform.
 - In the absence of such an **investment form**, and in the event of disposal of the real estate, the company will not be able to repatriate the proceeds.
 - Once the application has been submitted on the platform, the deposit must be completed at the bank :
 - Registered purchase agreement
 - Company legal file
 - Initial share capital investment sheets
 - Debit notices or copies of cheques for various land payments (after deduction of the 2.5% withholding tax).
-
- Some companies find it difficult to obtain feedback on **complaints filed with their banks**.
Processing must comply with BCT Circular no. 2022-08 on policies and measures for handling customer complaints.
-
- Tax Position #2021-25 stipulated the terms of the **life insurance** tax benefit on the salary of an employee who has left his job (with the option of recruitment by another employer).
-

E- Récemment en Tunisie

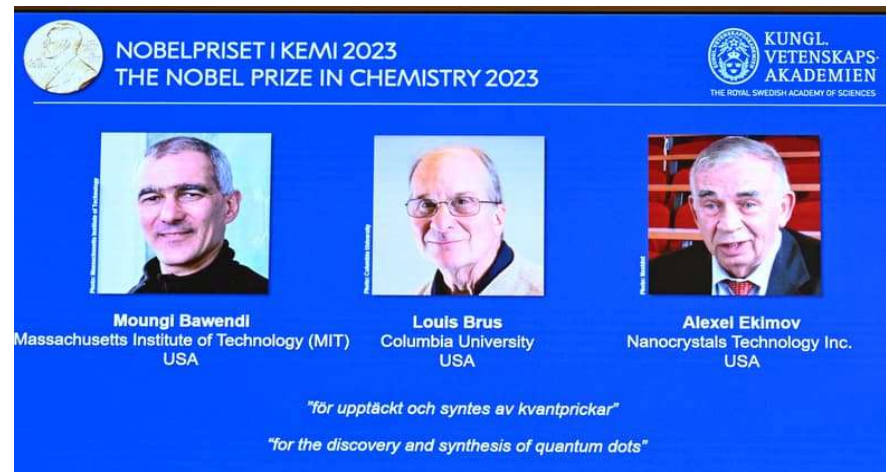
- La Tunisie a fêté la délivrance du **Prix Nobel** de Chimie 2023 au Tunisien Mounji Bawendi, chimiste et professeur au célèbre Massachusetts Institute of Technology – MIT.
- Né en Mars 1961, Mounji est l'un des pionniers de la recherche sur les boîtes quantiques et l'un des chimistes les plus cités du monde.

E- Recentemente in Tunisia

- La Tunisia ha festeggiato l'assegnazione del **Premio Nobel** per la Chimica 2023 a Mounji Bawendi, chimico e professore presso il rinomato Massachusetts Institute of Technology (MIT).
- Nato nel marzo 1961, Mounji è uno dei pionieri della ricerca sulla scatola quantistica e uno dei chimici più citati al mondo.

E- Recently in Tunisia

- Tunisia celebrated the award of the 2023 **Nobel Prize** in Chemistry to Mounji Bawendi, a chemist and professor at the renowned Massachusetts Institute of Technology - MIT.
- Born in March 1961, Mounji is one of the pioneers of quantum box research and one of the world's most highly cited chemists.



- Le **rapport annuel de la BCT** 2022 montre une évolution du résultat net (eh oui, la BCT est une entité économique) passant de 451 MDT en 2021 à 715 MDT en 2022. Cette évolution découle notamment du produit d'intérêts de placement à terme en devises (passant de 78 MDT à 192 MDT). Curieux pour un pays qui se dit à court de devises !

- Il rapporto annuale della BCT 2022 mostra un aumento dell'utile netto (sì, la BCT è un'entità economica) da 451 MDT nel 2021 a 715 MDT nel 2022. Questo aumento è dovuto in particolare agli interessi attivi sugli investimenti in valuta a termine (da 78 MDT a 192 MDT). Curioso per un Paese che sostiene di essere a corto di valuta estera!

- The 2022 Central Bank of Tunisia annual report shows a rise in net income (yes, the CBT is an economic entity) from TND 451M in 2021 to TND 715M in 2022. This increase is due in particular to interest income from forward currency investments (up from TND 78M to TND 192M). Curious for a country that claims to be short of foreign currency!



Merci pour votre attention.

AFINCO est membre exclusif de
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), classé au top 10 mondial
des réseaux d'audit et conseil.

Thanks for your attention.

AFINCO is exclusive member of
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), ranked among world
top 10 of audit and consulting networks in the world.

Grazie per la vostra attenzione.

AFINCO è membro esclusivo di
NEXIA INTERNATIONAL (www.nexia.com), classificato fra il top 10
delle rete mondiale di audit e consulting.



Disclaimer

Nexia International is a leading, global network of independent accounting and consulting firms, providing a comprehensive portfolio of audit, accountancy, tax and advisory services.

Nexia, Nexia International, "we", "us" and "our" refer to the global network of member firms of Nexia International Limited or to one or more member firms or their affiliates.

Nexia International Limited coordinates the Nexia International network. It does not provide services to clients.

Nexia International Limited and each member firm are separate and independent legal entities, each of which is responsible for its own acts, omissions or liabilities and not those of any other member of the Nexia International network.

Nexia International Limited is a company registered in the Isle of Man, with company registration number: 53513C. Its registered office is at 1st floor, Sixty Circular Road, Douglas, Isle of Man, IM1 1SA.

The trade marks NEXIA INTERNATIONAL and NEXIA, and the NEXIA logo, are owned by Nexia International Limited and are used by the member firms of Nexia International under licence.